

LA VIE DANS LES SITES D'ACCUEIL DES DÉPLACÉS INTERNES DE LA CRISE MALIENNE À BAMAKO : QUELLE GOUVERNANCE ET QUELS RAPPORTS SOCIAUX ?

LIFE IN THE RECEPTION SITES FOR INTERNALLY DISPLACED PERSONS FROM THE MALIAN CRISIS IN BAMAKO: WHAT GOVERNANCE AND WHAT SOCIAL RELATIONSHIPS?

Kanchi GOÏTA

Académie Malienne des Langues, Bamako

Résumé :

Le Mali fait face depuis 2012 à une rébellion et à des islamistes qui avaient occupé ses régions septentrionales. En 2015, le centre du Mali devient le théâtre d'attaques avec l'apparition de la *katiba Macina*¹. En 2017, les violences prennent un caractère intercommunautaire opposant Dogons et Bambaras, agriculteurs aux Peuls, éleveurs et stigmatisés djihadistes. Des milices apparaissent et des massacres sont perpétrés dans des villages, entraînant une migration des rescapés vers les centres urbains où ils sont accueillis dans des sites de fortune comme ceux de Bamako. Conséquence, ces migrants ont perçu la nécessité de s'organiser à travers la désignation de représentants pour atteindre les autorités. Ainsi, un type de gouvernance a été mis en place, de nouveaux rapports sociaux sont nés, de nouvelles relations sociales sont apparues, toutes choses inhérentes à tout établissement humain.

L'objectif du présent article est de cerner la gouvernance de ces établissements humains, de dégager les rapports sociaux et les nouvelles relations sociales nées du vivre ensemble. Nous avons adopté une approche qualitative avec administration d'un guide d'entretien selon la technique semi-directive à trente déplacés choisis de façon raisonnée et fait une analyse de contenu des données. Il ressort que chaque site a un organe de gestion jouant le rôle d'interface entre les intervenants et les déplacés, que de nouveaux rapports sociaux et relations ont été construits engendrant une nouvelle vie aux déplacés internes.

Mots-clés : crise, déplacés internes, gouvernance, site d'accueil, rapports sociaux

Abstract:

Mali has been facing a rebellion and Islamists who have occupied its northern regions since 2012. In 2015, central Mali became the scene of attacks with the appearance of the *Katiba Macina*. In 2017, the violence took on an inter-community character opposing Dogons and Bambaras, farmers to the Fulani, breeders and stigmatized jihadists. Militias appear and massacres are perpetrated in villages, leading to a migration of survivors to urban centers where they are welcomed in makeshift sites such as those in Bamako. As a result, these migrants perceived the need to organize themselves through the appointment of representatives to reach the authorities. Thus, a type of governance was put in place, new social relations were born, new social relations appeared, all things inherent to any human establishment.

The objective of this article is to identify the governance of these human settlements, to identify the social relations and the new social relations born of living together. We adopted a qualitative approach with the administration of an interview guide according to the semi-directive technique to thirty

¹ THIAM, 2017.

displaced persons chosen in a reasoned way and made a content analysis of the data. It appears that each site has a management body acting as an interface between the stakeholders and the displaced, that new social relationships and relationships a new life for the internally displaced.

Keywords: crisis, internally displaced persons, homepage, governance, social relations.

INTRODUCTION

Le présent article est intitulé : « *La vie dans les sites d'accueil des déplacés internes de la crise malienne à Bamako : quelle gouvernance et quels rapports sociaux ?* »

La migration est une tradition de la plupart des peuples, en ce sens qu'elle consiste pour un individu de satisfaire sa curiosité, de se constituer un capital d'expériences dans la vie ou de chercher fortune ².

Mais, dans la situation actuelle du Mali, de plus en plus de gens abandonnent leur terroir. Ces départs ne sont pas motivés de gâité de cœur, mais par la contrainte et l'urgence que crée l'insécurité engendrée elle-même par les attaques jihadistes caractérisées par des destructions de villages et des massacres surtout dans le centre du pays. Le siège de Farabougou dans le cercle de Niono, les incendies de récoltes ou de champs prêts à être récoltés, les tueries de Ogossagou, Koulongon, Sobane-Da ou Diarrassagou sont une illustration parfaite. Il y a également les recrutements forcés opérés par les islamistes pour renforcer leur présence dans le centre du pays³.

Le rapport DTM de Juillet 2021 donne des statistiques en ce qui concerne les raisons de déplacements internes de populations du Mali. Ainsi, les conflits armés récoltent le pourcentage le plus élevé (84%), les tensions intercommunautaires (43%) et les catastrophes naturelles (10%)⁴. Ces raisons sont autant préventives que sécuritaires⁵. Le phénomène de migration forcée a atteint une telle ampleur que plus de 43 % d'enfants sont séparés de leur famille. C'est un chiffre qui peut paraître très important mais qui, dans le contexte du Mali, correspond à la tradition de « confiage » des enfants⁶.

Les populations, alors en détresse, plongées subitement dans l'incertitude, ne sachant où donner de la tête, n'ont d'autre choix que de prendre le chemin de l'exode, soucieuses d'échapper à des bourreaux dont la seule ambition n'est que de faire le maximum de victimes.

Le nombre de personnes déplacées internes n'a plus diminué depuis le mois de février 2019. Au contraire, les mouvements internes ont augmenté de façon continue passant de 187 000 individus au 30 septembre 2019, à 401 000 au 30 septembre 2021, soit plus du double en deux ans⁷.

² GOÏTA, 2016, p. 237.

³ Human Rights Watch (2018), « *Avant, nous étions des frères* » *Exactions commises par les groupes d'autodéfense dans le centre du Mali, USA*, p.17.

⁴ (Mali — Rapport sur les déplacements (JUILLET 2021) | DTM (iom.int), consulté le 17 octobre 2022.

⁵ ENQUETE_NRC_RAPPORT_BAMAKO_FINAL.pdf consulté le 28 janvier 2023.

⁶ Solutions durables pour les déplacés internes au Mali.pdf consulté le 28 janvier 2023.

⁷Voir (Mali : Aperçu de la situation des personnes déplacées (novembre 2021) | HumanitarianResponse| consulté le 22 novembre 2022.

Fuyant donc devant une mort certaine, en laissant tout derrière eux, beaucoup se sont retrouvés à Bamako sur des sites non préalablement préparés à cet effet comme ceux de Niamana, Mabilé, Sénou et Faladiè avec 374 foyers dont 80 au Centre MABILE, 129 à Faladié, 36 à Niamana et 129 à Sénou⁸.

Constituant désormais chacun un établissement humain à part entière, les populations déplacées de ces sites sont contraintes de se soumettre à un autre mode de vie, à une nouvelle sociabilité pour s'approprier le nouvel environnement. Comme toute société a ses normes, son mode de gestion, il y a une tendance à la reproduction de l'organisation sociale du terroir d'origine. Il y a lieu alors de se demander :

- Quel type de gouvernance est mis en place sur ce site pour gérer les problèmes des déplacés internes ?
- Quelles sont les missions assignées aux responsables et/ou porte-parole de ces déplacés ?
- Quelles perceptions les déplacés ont-ils de leurs représentants et des ONG qui interviennent ?
- Quels sont les nouveaux rapports sociaux et relations sociales (conviviales et/ou conflictuelles) que les déplacés d'origines différentes entretiennent entre eux ?
- Ces nouveaux rapports sociaux sont-ils à même de contribuer à la restauration ou à la dégradation de la paix dans une perspective de retour dans les terroirs respectifs ?

I. OBJECTIF

L'objectif de cet article est de dégager la gouvernance interne des établissements humains constitués par les déplacés internes à Bamako et les nouveaux rapports sociaux qui s'y sont instaurés.

II. DEFINITION DES CONCEPTS

Gouvernance : De l'anglais *governance*, le terme « gouvernance » désigne un ensemble de décisions, de règles et de pratiques visant à assurer le fonctionnement optimal d'une organisation, ainsi que les organes structurels chargés de formuler ces décisions, règles et pratiques, de les mettre en œuvre et d'en assurer le contrôle. Le concept de gouvernance s'applique à tous les niveaux d'organisation : privé et public, local, régional, national, international, mondial...

Au niveau des établissements humains comme les sites d'accueil de déplacés, il s'agit de l'ensemble des décisions ou règles et des pratiques qui concourent à leur fonctionnement et à leur gestion.

La notion de rapport social renvoie à une division sociale inégalitaire macrosociologique. Il s'agit d'une approche conflictualiste du social : il s'agit d'étudier les conflits entre les groupes sociaux, les structures sociales inégalitaires. Quant à la **notion de relation sociale**, elle désigne une interaction entre individus. Elle se situe donc au niveau microsociologique. C'est sur cette base que se créent les liens interpersonnels entre les individus et leurs relations

⁸ Voir Camp des déplacés à Sénou : Le calvaire au quotidien ! – AFRIKINFOS MALI (afrikinfos-mali.com)

subjectives affectives. Les interactions individuelles construisent la subjectivité des acteurs et actrices par le biais de la reconnaissance⁹.

III. MATÉRIELS ET MÉTHODES

Pour atteindre notre objectif, nous avons donné des réponses aux interrogations ci-dessus par la mise en branle d'une approche qualitative. Nous avons ainsi administré un guide d'entretien par la technique semi-directive à un échantillon non probabiliste de 30 déplacés, choisis de façon raisonnée sur les différents sites de Bamako. Nous avons ensuite fait une analyse de contenu des discours et récits des enquêtés, ce qui nous a permis d'aboutir aux résultats qui suivent.

IV. RESULTATS

1. Les conditions de vie des déplacés internes à Bamako

Les bamanan disent que : « *Bolibagato b'a kundogoyoro de yini* » (Un fuyard ne cherche qu'un endroit pour cacher sa tête). Ce dicton convient parfaitement aux conditions d'accueil des personnes rencontrées. Des abris de fortune (des paillottes) exposés aux intempéries en passant par des lieux d'aisance très précaires, avec un environnement malsain offrant des conditions d'une grande vulnérabilité aux maladies, caractérisent la situation vécue par les déplacés internes à Bamako. C'est pourquo,

Dépourvus de système de gestion des déchets, les habitants du site de Faladiè avaient pour habitude de brûler leurs détrit. Attisé par des vents forts le 28 avril dernier, le feu s'est malheureusement propagé très rapidement et a réduit en cendres l'ensemble du site en quelques heures. Aucune victime n'est à déplorer, mais les dégâts matériels sont considérables. Arrivés avec le strict minimum, les familles n'ont pas eu le temps de sauver leurs affaires. Certaines ont même perdu leur bétail, soit leur principale source de revenu, et se retrouvent encore plus démunies qu'auparavant¹⁰.

En plus, il faut signaler la promiscuité que l'on peut observer dans ces établissements humains de transit et les séquelles du choc psychologique subi pendant le départ forcé. Pour le cas du site de Faladiè, l'espace est situé sur une zone non-constructible traditionnellement occupée par des éleveurs de passage et jouait le rôle de lieu de décharge d'ordures parce que considéré comme un terrain vague. Là, il n'y a pas d'accès à l'électricité (usage de torches ou de lampes électriques achetées sur le marché), le site n'ayant pas encore fait l'objet d'approbation par le gouvernement, les constructions ou aménagements par les acteurs indépendants y étant interdits. La qualité de la nourriture importe peu, il s'agit de remplir le ventre. Les loisirs sont limités et peu d'enfants fréquentent les établissements scolaires. Une école communautaire a été construite comprenant 4 classes mais sans enseignants. D'après le représentant de la communauté peul H.D : « *Contactée, l'Académie d'Enseignement a*

⁹ Voir (Rapports sociaux et relations sociales - IRESMO- Recherche et formation sur les mouvements sociaux (jimdofree.com), consulté le 22 novembre 2022.

¹⁰ Voir Mali : reportage à Bamako, auprès des déplacés internes - SOLIDARITÉS INTERNATIONALE (solidarites.org) consulté le 29 janvier 2023.

indiqué qu'elle ne dispose pas d'enseignants ». En ce qui concerne les autres ordres d'enseignement, selon le même H.D, ces enfants fréquentent les établissements les plus proches. E.K.L, responsable du programme de réponse rapide au Mali de l'ONG Solidarité Internationale indique que :

Le Centre de Mabilé est assisté en eau et en électricité par le gouvernement et les déplacés vivent dans une ancienne école. Mais, à Niamana, les déplacés vivent en tentes ou logements de fortune car aucun abri n'a été mis en place pour eux¹¹.

Image 1 : Une vue du site des déplacés du centre Mabilé



Source : Centre Mabilé : des dons destinés aux déplacés détournés par un agent du Développement Social (lindependant-mali.net) consulté le 30 janvier 2023.

Quant au site de Sénou, il s'agit du champ d'un ancien officier supérieur de l'Armée Malienne, le Général I.C.

¹¹ Voir Mali : reportage à Bamako, auprès des déplacés internes - SOLIDARITÉS INTERNATIONALE (solidarites.org) consulté le 29 janvier 2023.



Image 2 : Une photo panoramique du site de Sénou

Source : VACCINATION CONTRE LA COVID-19 : Les déplacés internes du camp de Sénou créent la surprise ! – Le Jalon consulté le 30 janvier 2023.

2. La gestion des déplacés internes

Pour gérer leurs affaires, les déplacés internes ont des représentants qui constituent des interfaces entre eux et les autorités et autres intervenants. Ils ne sont pas choisis mais ils le sont devenus de fait, par le fait qu'ils ont été les défenseurs précoces de la cause des déplacés internes. Dans le cas de Faladiè auquel nous nous sommes focalisés de façon spécifique, il y a trois groupes reconnus : (i) Le groupe des peuls avec P.K comme porte-parole ; (ii) Le groupe Gariboubougou avec M.C comme porte-parole ; (iii) Le groupe Dogon avec A.P comme porte-parole. Mais le coordinateur des responsables de communauté est H.D, véritable responsable du site, interlocuteur des autorités et des intervenants. Il y a également d'autres sous-représentants qui jouent souvent le rôle de relais. Chaque représentant s'est donné les tâches suivantes : (i) Jouer le rôle de chef de communauté ; (ii) veiller sur les équipements collectifs (toilettes, écoles, forages, etc.) ; (iii) réceptionner les dons et en faire la distribution ; (i) donner des informations sur les membres de sa communauté sur le site ; (i) donner l'alerte en cas d'urgence sur le site.

3. Perceptions des déplacés internes sur leurs représentants et sur les intervenants (y compris l'Etat)

Les déplacés internes ont leurs logiques en ce qui concerne la gouvernance de leurs représentants, sur le rôle de l'Etat et sur celui des autres intervenants.

3.1. Sur leurs représentants

Les résultats des enquêtes montrent que la gouvernance laisse à désirer surtout en ce qui concerne la gestion des dons. Les tickets de réception des dons, en ce qui concerne Faladiè, sont donnés selon des affinités de parenté, d'amitié, etc. Il se trouve que la présentation du ticket a un double avantage. Il justifie d'abord le statut de déplacé interne et donne par là un accès à une part dans la distribution des dons. Donc, sans ticket, pas de part. Les dons ne sont donc pas repartis selon les règles de l'art. Aucune transparence n'est de mise. Le clientélisme, le favoritisme sont les maux qui minent le site de Faladiè en ce qui concerne la gouvernance. Le manque de transparence est porté à son paroxysme jusqu'à l'entretien des relations intimes via la remise nocturne et discriminatoire des tickets.

« *Tout se fait ici* » nous a laissé entendre A. D de Gariboubougou. « *C'est le malien-même, en général, qui n'est pas correct* » dixit-il, exaspéré.

3.2. Sur l'Etat

Pour les déplacés dans leur ensemble y compris leurs représentants, l'Etat doit revoir sa position en faisant appel au maximum de projets. « *Quand le pays est en guerre, l'on ne chasse pas ceux qui ont assez de moyens pour venir en aide aux populations en détresse* » a déclaré H.D, responsable général du site.

Il faut ajouter que l'Etat est aussi interpellé en ce qui concerne la gestion des dons destinés aux déplacés. C'est le cas du site de Mabilé où des détournements sont signalés. A ce sujet, le Journal l'Indépendant sous la plume de H.M.M. indique :

Selon nos informations, le don, sur lequel a été opéré un détournement, émanait d'une société de cimenterie à l'endroit des déplacés internes du Centre Mabilé, estimés à plus de 90 ménages. A en croire le chef du collectif des déplacés, ayant requis l'anonymat, ce don était constitué de 60 sacs de riz, de lait, de sucre et des bidons d'huile. Les denrées, au lieu d'être redistribuées globalement, ont été remises au compte-goutte par cet agent du Développement Social, du nom de T.T. Pour le chef du collectif des déplacés, 126 sacs de 50kg, composés essentiellement de Riz, de Mil et de sucre, sans compter les bidons d'huile, ont été détournés puis emportés sur des tricycles¹².

En la circonstance, les déplacés ont formé un collectif d'une vingtaine de personnes pour déclarer ces faits de détournements à la Brigade territoriale de Banankabougou, un quartier voisin du site. Le même journal ajoute que les déplacés dudit site ainsi grugés dans leurs droits, ont été obligés de se taire face à des menaces d'expulsion et d'autres formes de violence.

3.3. Sur les intervenants (ONG)

Au regard du comportement de leurs représentants, les populations tout en manifestant leur reconnaissance aux donateurs, estiment que l'Etat ou les ONG doivent veiller sur la transparence, en ce qui concerne la distribution des dons, pour éviter que certains profitent de la crise pour s'enrichir. Ils souhaitent que les donateurs eux-mêmes se chargent

¹²Voir Centre Mabilé : des dons destinés aux déplacés détournés par un agent du Développement Social (lindependant-mali.net) consulté le 30 janvier 2023.

de la distribution pour éviter que certains PDI soient exclus pour une raison ou une autre. Le cas du représentant général du site est ici évoqué. Etant un non PDI, H.D. installé sur le site avec ses animaux avant la crise, il a reçu ses parents en détresse venus trouver refuge auprès de lui. Du coup, comprenant mieux la langue véhiculaire de Bamako (le bamanankan), il joue donc le rôle d'interface entre l'Etat, les ONG et les déplacés et en profite. Toute chose que le groupe peul de P.K déteste et dénonce le statut de non PDI de H.D. Eux, aussi bien que les dogon, préfèrent la distribution directe que le coordinateur voit d'un mauvais œil car le privant de marges de manœuvre dont il peut disposer pendant ces opérations.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'ONG Samusocial-Mali n'a pas bonne réputation auprès du responsable du premier groupe peul. Cette dernière procède à la distribution directe qui profite à tout le monde, mais ne fait guère l'affaire du responsable peul.

Cette gouvernance désastreuse au niveau du site PDI de Faladiè nous rappelle la gestion du phénomène dans les régions de Tombouctou et Gao où il s'apparente à « une poule aux œufs d'or » car les déplacés, malgré leur détresse, sont victimes de toutes sortes d'abus et parfois d'une exploitation qui ne dit pas son nom. Leur malheur devient même source d'enrichissement de nombreux acteurs¹³. La cupidité y est poussée à son paroxysme jusqu'à la création dans ces régions de sites fictifs de PDI, comme quoi le malheur des uns fait le bonheur des autres sans aucun état d'âme.

4. Les rapports sociaux et les nouvelles relations sociales nées de la vie sur le site

Selon le représentant de Samusocial-Mali rencontré sur le site, au départ, il y avait des tensions entre les communautés, tensions nées des ressentiments des conditions de départ précipité des terroirs d'origine. Comme quoi, un être qui souffre se fâche vite. Mais, la médiation menée par Samusocial a calmé les ardeurs des uns et des autres. En outre, « *Le conflit est inhérent à toute société* », dit-on. Il est alors par ricochet inhérent à tout établissement humain fut-il de transit.

C'est pourquoi, de nos jours, sur le site de Faladiè, au regard des enjeux que constituent les interventions extérieures pour soulager les souffrances des populations déplacées, l'on relève des clivages liés : (i) à la proximité des représentants de communauté avec certains membres du groupe ; (ii) à l'origine commune des déplacés ; (iii) à la tendance à la reproduction de l'organisation sociale du terroir d'origine ; (iv) aux nouvelles relations sociales nées du vivre ensemble sur le site (mariages, amitiés, intimités, etc.).

Ainsi, malgré l'apparence d'une vie conviviale et harmonieuse, la réalité d'un établissement humain en proie à beaucoup de dissensions internes apparaît au chercheur lorsqu'il va au-delà de ce qui lui paraît évident à première vue.

5. Contributions des nouvelles relations sociales à la restauration ou à la dégradation de la paix dans une perspective de retour dans les terroirs respectifs

Au-delà des clivages observés de nos jours surtout à Faladiè, il y a lieu de noter un phénomène parallèle qui se développe et qui est lié aux nouvelles relations nées du vivre

¹³Voir Situation des déplacés internes au Mali : Une poule aux œufs d'or pour des trafics en tous genres - CENOZO consulté le 22 novembre 2022.

ensemble. Ces relations sont celles d'amitié, de mariage, bref de nouvelles alliances qui peuvent constituer le ciment d'une réconciliation entre des populations, désormais camarades d'infortune mais qui se détestaient dans un passé récent. Ensuite, nous avons été informés de la présence de beaucoup d'enfants nés sur ce site et qui se considéreront comme citoyens et ne percevront pas certainement les choses de la même manière que leurs parents nostalgiques de leur terroir et gardant toujours rancune. A l'image des enfants qui n'ont pas connu la période coloniale et qui n'ont pas peur de l'ancien colonisateur de leur pays, ces enfants qui n'ont pas vécu les événements comme leurs parents, pourraient constituer les éléments de base de la construction d'une paix durable.

CONCLUSION

Au terme de cette réflexion, il y a lieu de retenir que la crise malienne a provoqué des migrations massives forcées de populations en proie à l'insécurité et à la violence depuis 2012. Certaines de ces populations ont trouvé refuge dans les grandes villes du Mali comme Bamako sur des sites dont la vie est tout autre que celle des terroirs d'origine. Comme tout établissement humain de circonstance, les ressentiments de la migration subsistent, des clivages sont observés liés à des affinités dans ces sites. Toutes choses qui entravent la gestion impartiale desdits sites surtout quand il s'agit de distribution de dons entre les habitants. Détournements, clientélisme, favoritisme sont érigés en système de gouvernance. Aussi, de nouvelles relations sociales sont-elles nées du vivre ensemble, notamment de mariage, d'amitié et de voisinage, relations qui pourraient transcender à long terme les clivages et constituer même le ciment de la construction de la paix entre des communautés qui se regardaient en chiens de faillance à leur arrivée sur les sites. Le contraire ne serait-il pas une catastrophe ?

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ENQUETE_NRC_RAPPORT_BAMAKO_FINAL.pdf consulté le 28 janvier 2023.

GOÏTA, K. (2016), *L'insécurité alimentaire dans les exploitations agricoles familiales en zone Office du Niger au Mali*, Thèse de doctorat unique, Institut de Formation et de Recherche Appliquée, Bamako, 324 p.

HUMAN Rights Watch (2018), « Avant, nous étions des frères » Exactions commises par les groupes d'autodéfense dans le centre du Mali, USA.

Rapports sociaux et relations sociales - IRESMO- Recherche et formation sur les mouvements sociaux (jimdo.free.com) consulté le 22 novembre 2022.

Situation des déplacés internes au Mali : Une poule aux œufs d'or pour des trafics en tous genres - CENOZO consulté le 22 novembre 2022.

THIAM, Adam (2017), *Centre du Mali : Enjeux et dangers d'une crise négligée*, centre-du-mali-enjeux-et-dangers-dune-crise-negligee.pdf consulté le 29 janvier 2023.